



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Discussions budgétaires

Question au Gouvernement n° 124

Texte de la question

DISCUSSIONS BUDGÉTAIRES

M. le président . La parole est à M. Nicolas Ray.

M. Nicolas Ray . Un déficit de 6,1 %, une dette de plus de 3 200 milliards d'euros dont les intérêts explosent – telle est la situation catastrophique de nos finances publiques. Après deux mois de débats, nous assistons à un mariage improbable entre le Nouveau Front populaire et le Rassemblement national, par le vote ou l'abstention. (*Exclamations prolongées sur les bancs du groupe LFI-NFP. – Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*) Cette alliance contre-nature a accouché d'une facture de plus de 50 milliards de taxes supplémentaires pour les Français.

M. le président . Je vous prie d'écouter la question.

M. Nicolas Ray . Hausse de la fiscalité sur l'épargne, sur les successions, sur le logement, sur le travail, avec la taxation de l'intéressement des salariés, (*Exclamations sur les bancs du groupe RN*) et même adoption d'un amendement portant à 120 % la contribution exceptionnelle des entreprises : il s'agit du matraquage fiscal le plus brutal que notre pays ait connu.

Alors que la France a déjà le taux de prélèvements obligatoires le plus élevé d'Europe, ces choix sont aberrants. La situation actuelle exige au contraire sens des responsabilités et hauteur de vue. (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

M. Benjamin Lucas-Lundy . Tout ça pour parler comme un macroniste !

M. Christophe Bex . C'est une honte !

M. Nicolas Ray . Depuis le début des débats, c'est l'attitude constructive de notre groupe : sous l'impulsion de notre président, nous avons été force de proposition pour trouver des économies.

M. Ian Boucard . Très bien !

M. Nicolas Ray . Il faut aller beaucoup plus loin en la matière,...

M. Jean-Philippe Tanguy . On va regarder les votes et on va bien rigoler !

M. Nicolas Raynous devons lutter contre le gaspillage et œuvrer à la réduction des normes. Il faut aussi faire beaucoup plus pour réduire les dépenses des opérateurs, diminuer l'assistanat et les charges liées à

l'immigration. (*Exclamations prolongées sur les bancs du groupe LFI-NFP. – Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

M. Philippe Gosselin . Mais écoutez-le !

M. Nicolas Ray . Nous devons nous efforcer de réduire les dépenses pour garantir la compétitivité de nos entreprises, mais aussi afin d'aboutir à un budget plus juste pour les Français, un budget qui sécurise la pension du petit retraité qui a cotisé toute sa vie, qui conduise à une diminution de la facture d'électricité des ménages et des artisans, et qui garantisse à nos PME un coût du travail raisonnable. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

M. Jean-Philippe Tanguy . Ça s'appelle le programme du RN, et on va vous faire payer des droits d'auteur !

M. Nicolas Ray . Monsieur le ministre du budget, ferez-vous adopter un budget qui redresse les comptes publics tout en étant au service des Français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR et sur quelques bancs du groupe EPR. – Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

M. le président . La parole est à M. le ministre du budget et des comptes publics.

M. Laurent Saint-Martin, ministre du budget et des comptes publics . Après l'examen de la moitié seulement des amendements modifiant la première partie du PLF, nous pouvons déjà commencer à faire les comptes. Taxe sur les patrimoines : 14 milliards d'euros (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP ainsi que sur plusieurs bancs des groupes SOC, EcoS et GDR*) ; triplement de la contribution que devront verser les grandes entreprises : 16 milliards (Mêmes mouvements) ;...

M. Thibault Bazin . Vous devriez en avoir honte !

M. Laurent Saint-Martin, ministretriplement de la contribution sur le fret maritime : 2 milliards (*Mêmes mouvements*) ; rétablissement de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour les petites entreprises : 5 milliards (Mêmes mouvements. – Plusieurs députés du groupe LFI-NFP se lèvent pour applaudir) ; taxe sur les dividendes : 7 milliards. (Mêmes mouvements.)

M. Philippe Lottiaux . Tout cela a été adopté en l'absence de M. Ray !

M. Laurent Saint-Martin, ministre . Je pourrais ajouter tous les dispositifs que vous avez voulu restreindre si ce n'est supprimer, comme le pacte Dutreil, dont bénéficient nos entrepreneurs – notamment nos PME. (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Mme Danièle Obono . Les riches se gavent !

M. le président . Écoutons le ministre !

M. Laurent Saint-Martin, ministre . Vous avez raison, nous assistons à une overdose fiscale. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR. – Mme Laure Miller applaudit également.*) Compte tenu de la composition de l'Assemblée nationale, elle ne peut être le fait de l'unique Nouveau Front populaire ; ce dernier a régulièrement pu compter sur la complicité du Rassemblement national (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR, ainsi que sur quelques bancs du groupe Dem. – Exclamations prolongées sur les bancs du groupe RN*) qui a voté pour certaines mesures ou s'est abstenu. Il y a une alliance complice derrière le matraquage fiscal que nous refusons.

Mme Danièle Obono . Le matraquage, ce sont les classes populaires qui le subissent !

M. Philippe Lottiaux . Mais M. Ray n'était pas là, vos amis n'étaient pas là, c'est vous qui êtes complices !

M. Laurent Saint-Martin, ministre . Vous avez raison, monsieur le député : l'équilibre et le rétablissement de nos comptes ne passeront pas par cette overdose fiscale.

M. Jean-Philippe Tanguy . Ils ne passeront pas non plus par la bonne foi !

M. Laurent Saint-Martin, ministre . La deuxième partie du PLF sera l'occasion de faire preuve de courage en réduisant la dépense publique ; c'est déjà le cas en commission. Le Gouvernement a montré la voie en proposant 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires... *(Exclamations prolongées sur les bancs des groupes RN et LFI-NFP. – Applaudissements sur les bancs du groupe DR.)*

Mme Danièle Obono . C'est ça, le matraquage !

M. Laurent Saint-Martin, ministre– je sais pouvoir compter sur vous et votre groupe pour faire d'autres propositions en ce sens.

Mme Sophia Chikirou . Ils ont perdu les élections !

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Ray](#)

Circonscription : Allier (3^e circonscription) - Droite Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 124

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget et comptes publics

Ministère attributaire : Budget et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 31 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 31 octobre 2024